

*Questions orales*

[Traduction]

**LES TRANSPORTS**

**M. Brian O'Kurley (Elk Island):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan ont déjà manifesté l'intention de ne pas retenir, dans leurs lois provinciales, la norme nationale sur les heures de travail des camionneurs. Étant donné que la norme nationale de sécurité deviendrait ainsi pratiquement inapplicable, le ministre pourrait-il dire à la Chambre où en est cette délicate affaire?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports):** Monsieur le Président, il est vrai que trois provinces de l'Ouest n'ont pas encore adopté ce règlement.

Des représentants provinciaux et de hauts fonctionnaires de Transports Canada se sont réunis à Vancouver, le 20 octobre dernier. Nous avons fait une proposition. Nous attendons la réponse des gouvernements provinciaux et nous espérons être bientôt en mesure de faire une déclaration à ce sujet.

\* \* \*

[Français]

**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre n'est pas sans savoir que certains députés conservateurs semblent vouloir appuyer l'application de la taxe sur les produits et les services sur les maisons existantes. C'est une situation très inquiétante.

Ma question au ministre des Finances est celle-ci. Les Canadiens méritent de le savoir. Est-ce que c'est l'intention de son gouvernement d'appliquer la taxe sur les produits et les services à toutes les maisons qui seront vendues au Canada? Est-ce là la politique proposée par le gouvernement, non seulement on va proposer la taxe sur la nourriture, mais aussi sur les maisons existantes aussi bien que sur les nouvelles constructions?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je n'ai pas lu le rapport du Comité des finances. Je suis persuadé que mon collègue sait ce qu'il contient, mais ce n'est pas encore mon cas. Quelles que soient les conclusions de ce rapport, elles sont le fait du comité. Qu'il s'agisse d'un rapport majoritaire ou unani-

me, je suis persuadé que mon collègue trouvera à y redire.

Pour le moment, l'opinion du gouvernement se résume à la proposition à l'étude, soit celle qui est exposée dans le document technique. Elle ne prévoit pas l'imposition des maisons existantes. Elle prévoit l'imposition des maisons neuves, mais aussi une remise généreuse de façon à alléger l'incidence de la taxe sur les maisons neuves et à remplir ainsi l'engagement que notre gouvernement a pris il y a eu un an en septembre, à savoir que la TPS ne contribuerait pas à rendre le prix des maisons inabordable.

**M. Young (Gloucester):** Monsieur le Président, j'ai une autre question à poser au ministre des Finances. Récemment, ce dernier a déclaré qu'en privé les provinces donnaient une à une leur accord à la proposition de taxe sur les produits et services. Or, nous apprenons aujourd'hui que l'Île-du-Prince-Édouard, qui s'est dite prête à négocier, s'est fait répondre qu'elle n'avait pas suffisamment d'importance pour être partie à des négociations sur la TPS.

Comme il ne veut plus entendre parler de négociations avec les provinces à propos de la TPS, devons-nous en conclure que le ministre des Finances a enfin compris et qu'il est disposé à retirer son projet de taxe sur les produits et services?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur le Président, ma réponse, bien simplement, est non. D'ailleurs, le député connaissait déjà la réponse à cette question avant de la poser.

La déclaration d'un des ministres des Finances a montré qu'il y avait du vrai dans ce que j'avais dit auparavant, mais il est aussi évident que les gouvernements provinciaux ne sont pas tous d'accord. Les premiers ministres provinciaux ne sont pas prêts à aller de l'avant en ce moment.

Nous avons dit que nous préférons une taxe de vente nationale. Rien dans notre proposition de TPS ne s'opposerait à l'adoption, ultérieurement, d'une telle taxe par tous les gouvernements.

\* \* \*

**VIA RAIL**

**M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Entre les mois de janvier et d'août de cette année, plus de 86 000 personnes ont voyagé à bord du train de VIA appelé Le Canadien. D'après les renseignements